

Témoignage

Des Alsaciens à Bamako pendant le coup d'État

Deux Haut-rhinois, responsables de l'association Sahel Vert, ont vécu le coup d'État dans la capitale malienne, où ils sont restés bloqués huit jours. De retour en France, ils témoignent.

Vouée à l'insertion sociale et professionnelle des publics qu'elle accueille à travers des actions de solidarité, l'association Sahel Vert a deux points d'ancrage : un centre en France, La Dynamitière à Wittenheim ; un autre au Mali, à Sofara, près de Mopti, où la structure favorise la scolarisation de lycéens en leur offrant notamment une cantine.

Dans ce cadre, Jacky Ceroi, délégué général, et Nicole D'Angelo, responsable éducative – par ailleurs conseillère municipale à Mulhouse, ville jumelée avec Sofara – se rendent très régulièrement au Mali. Ils achevaient un séjour de trois semaines dans la capitale Bamako quand le coup d'État qui a renversé le président Amadou Toumani Touré est survenu les 21-22 mars.

« On devait prendre l'avion du retour le 21 au soir, racontent-ils. Mais après avoir fait un pré-enregistrement le matin, on a appris que des militaires pousseraient un coup de gueule. » Lesquels militaires dénoncent notamment l'insuffisance de leurs moyens dans le conflit entre l'armée malienne et la rébellion dans le Nord du pays. « On est rentrés à notre auberge, près de l'ambassade d'Allemagne. Dans l'après-midi, on a entendu des rafales d'armes automatiques. Près du fleuve Niger, on a vu que tout le monde pliait bagage. Des militaires insurgés se sont positionnés près de l'ambassade d'Allemagne. En fin d'après-midi, on a reçu un mail d'Air France nous annonçant que l'avion venu de France avait dû faire demi-tour, mais qu'un avion venu du Burkina devait s'arrêter à Bamako pour nous prendre. »

Avec des journalistes anglais et un partenaire malien de Sahel Vert, les Haut-Rhinois gagnent l'aéroport en taxi, un trajet un peu acrobatique. Et là-bas, les choses se corsent : « On a tout de suite compris qu'il n'y aurait pas d'avion. Et en revenant à l'hôtel, on a vu que le palais présidentiel, situé sur une colline, était en train d'être canardé. On a compris que le coup de gueule s'était transformé en coup d'État. »

Jacky Ceroi commente : « S'il y avait eu un vrai État, ça ne se serait jamais passé. Mais il n'y a plus d'État au Mali, les Maliens nous le disaient depuis longtemps. La corruption est arrivée à des sommets. » Et Nicole D'Angelo enchaîne : « Quels autres moyens ces militaires avaient-ils pour dire : "On ne veut plus aller au casse-pipe" ? » Tous deux sont restés coincés à leur hôtel de Bamako pendant plus d'une semaine, avec une trentaine d'autres Européens ou Américains. « Heureusement, l'accès à internet n'a jamais été coupé. On a pu communiquer avec nos proches et continuer à bosser. Le couvre-feu a duré jusqu'à mardi. On ne s'est jamais vraiment sentis menacés, mais c'était insécurisant de ne pas savoir comment la situation allait tourner. L'ambassadrice d'Allemagne nous avait dit : "Si ça chauffe, venez à l'ambassade !" »

Mercredi 28 mars, les deux Alsaciens sont invités à se rendre à l'aéroport. « Mais c'était une telle cohue qu'on a fait demi-tour. Tout le monde voulait rentrer, on s'est dit que ce ne serait pas possible. » Le lendemain, Jacky et Nicole pourront prendre un vol pour Paris, avec de nombreuses familles d'expatriés. Non sans un dernier suspense : « Après notre enregistrement, on a entendu dire que des manifestants opposés à l'arrivée de Ouattara [président de Côte d'Ivoire et président de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest] avaient envahi le tarmac. Nous, on a vu un tarmac vide et l'avion d'Air France a pu atterrir sans problème. »